



MINISTÈRE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA PECHE



Ref. Ares(2010)660423 05/10/2010  
Bundesministerium für  
Ernährung, Landwirtschaft  
und Verbraucherschutz

Madame Sabine LARUELLE  
Présidente du Conseil des ministres  
de l'Agriculture de l'Union européenne  
Conseil de l'Union européenne

Monsieur Paolo DE CASTRO  
Président de la Commission de l'Agriculture  
et du Développement rural  
Parlement européen

Monsieur Dacian CIOLOS  
Commissaire européen en charge de l'Agriculture  
et du Développement rural  
Commission européenne

Mesdames et Messieurs les Ministres de l'Agriculture  
des Etats-membres de l'Union européenne

A/2727

CABINET DEM. CIOLOS
SUITE
30.09.2010
Pdc:
[Redacted]

Berlin, le 14 septembre 2010

Madame la Présidente,  
Monsieur le Président,  
Monsieur le Commissaire,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,

L'avenir de la Politique agricole commune est au cœur des discussions sur l'agriculture européenne de demain.

Nous avons le plaisir de vous transmettre la « Position franco-allemande pour une politique agricole commune forte au-delà de 2013 ». Nous espérons que cette contribution commune sera utile au débat européen et souhaitons travailler avec le Parlement européen, la Commission européenne et les Etats membres à l'élaboration de réponses communes aux enjeux auxquels nous sommes confrontés à l'échelle de l'Union.

Nous vous prions d'agrérer l'expression de notre considération distinguée.

Bruno LE MAIRE

Ilse AIGNER



14.09.2010

## *Position franco-allemande pour une politique agricole commune forte au-delà de 2013*

- De nouveaux défis et de nouvelles attentes en matière d'alimentation, de biomasse et d'environnement -*

L'agriculture est au cœur des défis auxquels notre société se trouve confrontée : l'agriculture assure l'alimentation des êtres humains, fournit des matières premières renouvelables, protège l'environnement, crée des emplois et conforte la viabilité des différentes régions de l'Union européenne (« agriculture multifonctionnelle »). Elle constitue une activité stratégique, qui fait pleinement partie de la stratégie « Europe 2020 ». Les citoyens et les consommateurs de l'Union attendent que la politique agricole européenne garantisse une agriculture durable capable de leur assurer une alimentation saine et de qualité et de la biomasse.

Les objectifs originels de la politique agricole commune (PAC) fixés dans le Traité restent valables aujourd'hui. Cependant, de nouveaux enjeux conduisent à une vision encore plus globale de la PAC :

- La politique future doit être adaptée au nouveau contexte mondial : une demande d'alimentation et de biomasse croissante ; de nouveaux concurrents ; une volatilité des prix liée à la mondialisation ; des risques sanitaires accrus ; le changement climatique ; la biodiversité ; la gestion de l'eau et la protection des milieux naturels.
- La politique future doit mieux répondre aux besoins et aux attentes des citoyens européens : la sécurité et la sûreté alimentaire ; la qualité et la diversité de l'agriculture européenne ; des produits alimentaires à des prix abordables ; la protection des milieux naturels et du bien-être animal ; des zones rurales dynamiques et de l'innovation.

Pour atteindre ces objectifs, les agriculteurs ont consenti et continuent de consentir des efforts importants afin d'adapter leurs modes de production au marché et aux nouvelles attentes sociétales. Afin de continuer à investir et à développer le potentiel agricole de l'Europe, ils ont besoin d'outils et de politiques à l'échelle européenne pour stabiliser leurs revenus, améliorer leur compétitivité et leur capacité d'innovation, établir des relations équitables entre les partenaires tout au long de la chaîne de valeur et garantir que la concurrence avec les pays tiers se joue sur un pied d'égalité.

### *Principes clé d'une politique agricole commune forte au-delà de 2013*

- La démarche qui a été définie par les réformes agricoles successives, et confirmée par le bilan de santé en 2008, doit être poursuivie. Elle vise un renforcement de

l'orientation de la PAC vers le marché et une amélioration de la compétitivité et de la durabilité du secteur agricole dans le cadre plus global de la stratégie « Europe 2020 ». Cependant, l'expérience des dernières années montre qu'un cadre de régulation adapté (avec entre autres des paiements directs aux exploitants, des instruments de marché modernes fonctionnant comme un filet de sécurité, des organisations de producteurs) est nécessaire afin d'amortir les effets dévastateurs d'une volatilité croissante des prix et des crises de marché.

- L'Union européenne a besoin d'une PAC forte au-delà de 2013. Il est nécessaire de disposer de ressources à la hauteur de nos ambitions. L'agriculture a besoin de stabilité et de visibilité. Une décision finale sur toutes les questions relatives aux finances sera prise lorsque les décisions sur l'ensemble des politiques et le cadre financier global de l'Union auront été prises.
- Le modèle à deux piliers de la PAC doit être maintenu afin de faire face aux défis futurs. Toute modification de la structure actuelle du modèle à deux piliers afin de renforcer la légitimité de la PAC pour la société (une politique plus « verte ») doit présenter des avantages clairs pour les exploitants, les zones rurales et l'environnement. Elle ne doit présenter d'impact financier négatif ni pour les États membres ni pour les agriculteurs. Cependant, nous sommes partisans de sa simplification et sa modernisation:
  - La répartition entre les deux piliers doit être à la fois transparente et fiable. Avec une base financière fiable définie sans ambiguïté pour les deux piliers de la PAC, aucune forme de réallocation annuelle des fonds n'est nécessaire.
  - Les instruments existants peuvent être développés davantage pour répondre de manière plus efficace aux nouveaux défis et objectifs, tels que l'environnement et le maintien des activités agricoles, en tenant compte de manière très attentive des conséquences financières pour chaque État membre. La politique en faveur des zones montagneuses et défavorisées est essentielle. Son importance politique exige une prudence extrême dans l'hypothèse où il serait envisagé de modifier le soutien actuel.
- La France et l'Allemagne sont opposées à toute renationalisation de la PAC par le biais d'un co-financement des paiements directs aux exploitants.
- La simplification de la PAC doit être une priorité. Sans compromettre son efficacité qui est cruciale pour la légitimité des paiements directs, et à la lumière des modalités spécifiques de mise en œuvre des directives et normes par les États membres et les régions, une plus grande rationalisation du système de conditionnalité au niveau de l'UE doit être envisagée en tant que de besoin et en se concentrant sur des mesures liées au cœur de l'activité agricole des exploitants. Il conviendrait d'examiner les systèmes de certification environnementale dans le cadre du système intégré de gestion et de contrôle (SIGC), par exemple pour les analyses de risques des exploitations, en vue de leur prise en compte. La nouvelle PAC doit également aborder la question des contrôles. Sans remettre en question la nécessité politique de protéger les intérêts financiers des contribuables, les contrôles ne doivent pas imposer aux agriculteurs un fardeau inutile.

- Le modèle européen de l'agriculture, avec ses normes exigeantes qui sont le reflet des demandes des consommateurs et des préoccupations sociétales (par exemple, la qualité, la santé, l'environnement et le bien-être animal), est un élément fondamental de notre patrimoine et doit être préservé en tenant compte des exigences de compétitivité sur les marchés mondiaux d'aujourd'hui. Dans ce contexte, nous reconnaissons la nécessité de garantir que la concurrence entre les producteurs de l'Union européenne et ceux des pays tiers s'exerce sur un pied d'égalité. Tout produit importé doit respecter les normes européennes. À cet égard, la Commission est invitée, avec pour objectif de définir une approche équilibrée des négociations commerciales sur une base de réciprocité, à proposer un ensemble d'instruments renouvelés, tels que des outils de promotion, des contrôles plus efficaces et – dans les cas appropriés – des mesures d'étiquetage.

### *Propositions*

#### *Des instruments de marché adaptés pour conforter la compétitivité de l'agriculture européenne*

- Les instruments de marché actuels (notamment l'intervention, le stockage privé...) doivent faire partie d'un filet de sécurité destiné à protéger le secteur agricole des effets de crises majeures en Europe. Certains peuvent être encore améliorés afin de rendre plus efficace leur mise en œuvre et de les simplifier. Une « clause de mesures exceptionnelles » transversale fondée sur les mesures déjà existantes dans l'organisation du marché unique serait utile et pourrait traiter, séparément, les enjeux de marché et les enjeux sanitaires.
- Compte tenu de la volatilité croissante des prix agricoles, nous avons besoin d'une plus grande transparence et d'un pouvoir de négociation plus fort pour les producteurs dans certains secteurs. Les instruments européens visant une meilleure transparence des marchés (tels que les outils de suivi des prix et des volumes des productions alimentaires ; le suivi de la formation des prix, à travers l'analyse des coûts, des processus et de la valeur ajoutée, dans le respect des règles de la concurrence et de la protection du secret commercial) pourraient être améliorés sans charge administrative supplémentaire. Afin de renforcer les organisations de producteurs et les organisations interprofessionnelles dans les États membres qui le souhaitent, le développement d'instruments – parmi lesquels les contrats-types pour le secteur agroalimentaire dans le respect des règles du marché unique sont très importants – doit être examiné pour créer un juste équilibre entre les acteurs de la chaîne de valeur ajoutée. Comme dans les autres secteurs de l'économie, ils doivent être autorisés, en tant que de besoin, à réguler l'offre et à publier des indicateurs de tendances du marché, y compris de prix.
- D'autres instruments tels que les assurances ou les fonds mutualisés destinés à stabiliser les revenus des exploitants agricoles doivent être étudiés et rendus possibles par les États membres, dans le respect des plafonds nationaux et sur une base volontaire. De tels instruments devront respecter les règles de l'OMC et ne pas être préjudiciables à une concurrence équitable au sein de l'Union.

#### *Des paiements directs plus légitimes*

- Les paiements directs rémunèrent des biens publics non rémunérés par le marché, compensent les surcoûts de production induits par des normes de production plus exigeantes souhaitées par la société, contribuent aux revenus des agriculteurs et

constituent un élément essentiel du filet de sécurité destiné à réduire les risques pour l'agriculture européenne. Les paiements découplés doivent continuer de jouer un rôle central à l'avenir. La France et l'Allemagne prennent acte des discussions sur la redistribution des montants entre les États membres dans le cadre d'une répartition juste et adéquate des ressources financières. Dans ce contexte, il faut souligner qu'un taux unique pour toute l'Europe n'a pas de justification et ne correspond pas aux conditions économiques au sein de l'Union. Ce débat doit prendre en compte la soutenabilité de la position financière des États membres dans le budget européen sur la base de la clé de répartition actuelle.

- Les États membres doivent garder la possibilité de maintenir, à titre facultatif et dans le respect des plafonds nationaux, une « enveloppe de flexibilité » dédiée aux besoins spécifiques (le développement durable, par exemple), à condition qu'elle n'indue aucune distorsion du marché intérieur et qu'elle respecte les engagements pris à l'OMC. Dans le même esprit, il devrait être possible de prévoir une flexibilité dans la répartition des paiements au sein d'un État membre.

#### *Un développement rural plus efficace et plus durable*

- Une approche intégrée des territoires ruraux, comprenant des mesures pour la diversification de l'économie rurale, la qualité de vie dans ces territoires, ou des démarches faisant appel à des politiques transversales, a démontré sa pertinence et doit continuer de faire partie de la future PAC. La simplification et une coordination plus étroite entre développement rural et fonds structurels sont néanmoins utiles (programmation, mise en œuvre, harmonisation de certaines règles de gestion). Il convient d'accorder aux États membres une plus grande souplesse dans le déploiement des soutiens et de les autoriser à définir leurs propres priorités et des solutions « sur mesure » adaptées aux spécificités de leurs exploitations et de leurs régions. Au-delà des mesures agroenvironnementales, le développement rural doit être particulièrement attentif aux nouveaux enjeux. Parmi ceux-ci, le changement climatique, la biodiversité et la gestion de l'eau, mais aussi la compétitivité des exploitations agricoles et plus généralement des agro-industries. L'innovation et la création de valeur ajoutée sont impératives pour le secteur dans son ensemble.

#### *Une alimentation saine et de qualité pour tous*

- La qualité de notre alimentation dépend dans une large mesure de notre système de production agricole. À cet égard, la PAC est responsable en partie de ce que nous mettons dans nos assiettes. Nous invitons par conséquent la Commission, sur la base de l'expérience des États membres, à développer des liens entre les politiques agricole et de l'alimentation.

\*\*\*

Partant de nos convergences comme de nos spécificités respectives, la position commune de la France et l'Allemagne est conçue comme une contribution au débat européen, au même titre que les discussions menées au sein du Conseil au cours de plusieurs présidences et les contributions récentes du Parlement européen, dans l'esprit des débats sur l'avenir de la PAC lancés par la Commission. Notre conviction partagée est que notre dialogue peut nous aider à dégager des solutions pour les questions nombreuses et complexes auxquelles nous sommes confrontés, plus largement, à l'échelle européenne.

Dans ce cadre, la coopération dans le secteur agricole sera renforcée, conformément à l'agenda franco-allemand 2020, notamment :

- en créant un secteur agricole orienté vers le marché, multifonctionnel et durable au sein de l'UE ;
- en développant les exportations de produits alimentaires vers les marchés émergents des pays tiers, grâce à une coopération renforcée entre les opérateurs économiques ;
- en favorisant la coopération sur les enjeux sanitaires (SPS) au niveau de l'Union afin d'élaborer une vision franco-allemande commune de l'évaluation des risques ;
- en développant des solutions à la hauteur des nouveaux défis du changement climatique, de la gestion de l'eau et de la biodiversité.



14.09.2010

## *Deutsch-Französische Position für eine starke Gemeinsame Agrarpolitik nach 2013*

*– Neue Herausforderungen und Erwartungen für Ernährung, Biomasse und Umwelt –*

Die Landwirtschaft steht im Zentrum der Herausforderungen für unsere Gesellschaft: Sie ernährt Menschen, stellt erneuerbare Rohstoffe zur Verfügung, schützt die Umwelt, schafft Arbeitsplätze und erhält die Lebensfähigkeit der verschiedenen Regionen der EU („multifunktionale Landwirtschaft“). Sie ist eine strategische Aktivität, die integraler Bestandteil der Strategie „Europa 2020“ ist. Die Bürger und Verbraucher in der EU erwarten, dass mit der Europäischen Agrarpolitik eine nachhaltige Landwirtschaft sichergestellt wird, die ihnen gesunde und qualitativ hochwertige Nahrungsmittel sowie Biomasse liefern kann.

Die ursprünglich im Vertrag genannten Ziele der Gemeinsamen Agrarpolitik (GAP) gelten auch noch heute. Neue Herausforderungen haben die Vision der GAP jedoch noch erweitert:

- Die zukünftige Politik sollte an die neuen globalen Gegebenheiten angepasst werden: steigende Nachfrage nach Lebensmittel und Biomasse, neue Wettbewerber, Preisvolatilität als Folge der Globalisierung, zunehmende Hygienerisiken, Klimawandel, Biodiversität, Wassermanagement und Umweltschutz.
- Die neue Politik sollte die Bedürfnisse und Forderungen der europäischen Bürger verstärkt berücksichtigen: Sicherung der Nahrungsmittelversorgung und Lebensmittelsicherheit, Qualität und Vielfalt der europäischen Landwirtschaft, erschwingliche Lebensmittelpreise, Schutz der natürlichen Ressourcen und Tierschutz, aktive ländliche Räume und Innovation.

Zum Erreichen dieser Ziele haben Landwirte bereits große Anstrengungen unternommen und tun dies auch heute noch, um ihre Produktionsmethoden an den Markt und an neue gesellschaftliche Ansprüche anzupassen. Für weitere Investitionen in das landwirtschaftliche Potential Europas und für dessen Weiterentwicklung benötigen die Landwirte Instrumente und Strategien auf europäischer Ebene zur Stabilisierung ihrer Einkommen, zur Verbesserung

der Wettbewerbs- und Innovationsfähigkeit, zur Schaffung fairer Beziehungen zwischen den Partnern in der Wertschöpfungskette und zur Sicherstellung von Chancengleichheit gegenüber Konkurrenten aus Drittländern.

*Grundsätze für eine starke Gemeinsame Agrarpolitik für Europa nach 2013*

- Der mit den fortlaufenden Agrarreformen eingeschlagene und in der Gesundheitsprüfung 2008 bekräftigte Weg muss fortgeführt werden. Dieser Kurs zielt auf eine Stärkung der Marktorientierung der GAP und eine Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit und der Nachhaltigkeit des Agrarsektors im globalen Rahmen der Strategie „Europa 2020“ ab. Die vergangenen Jahre haben jedoch gezeigt, dass ein angepasster Rechtsrahmen (u.a. Direktzahlungen für Landwirte, moderne Marktinstrumente als Sicherheitsnetz, Erzeugerorganisationen) zur Abfederung der verheerenden Auswirkungen zunehmender Preisvolatilität und Marktkrisen benötigt wird.
- Die Europäische Union benötigt eine starke GAP über das Jahr 2013 hinaus. Für die Maßnahmen bedarf es Ressourcen, die unseren Zielen entsprechen. Die Landwirtschaft benötigt Stabilität und Sichtbarkeit. Eine abschließende Entscheidung über alle finanzrelevanten Fragen wird im Zusammenhang aller Politiken und des gesamten EU-Finanzrahmens getroffen werden.
- Das 2-Säulen-Modell der GAP ist beizubehalten, um die künftigen Herausforderungen zu meistern. Jegliche Änderungen der derzeitigen Form des 2-Säulen-Modells zur Erhöhung der Akzeptanz der GAP innerhalb der Gesellschaft („Greening“) muss mit klaren Vorteilen für die Landwirte, ländlichen Räume und die Umwelt verbunden sein. Sie sollten keine finanziellen Nachteile für Mitgliedstaaten und Landwirte mit sich bringen. Wir treten jedoch für eine Vereinfachung und Modernisierung ein:
  - Die Aufteilung zwischen den beiden Säulen muss transparent und verlässlich sein. Bei einer klar definierten und verlässlichen Finanzierungsgrundlage für beide Säulen der GAP besteht kein Bedarf für jegliche Art einer jährlichen Mittelumverteilung zwischen diesen beiden Säulen.
  - Bestehende Instrumente können weiterentwickelt werden, um neue Herausforderungen und Ziele, wie Umwelt und Erhaltung landwirtschaftlicher Aktivität, unter besonderer Berücksichtigung der finanziellen Auswirkungen für jeden Mitgliedstaat, besser angehen zu können. Maßnahmen für Berggebiete und benachteiligte Gebiete sind von grundlegender Bedeutung. Dies ist ein politisch sensibles Thema, bei dem mit äußerster Vorsicht vorgegangen werden muss, wenn Änderungen der derzeitigen Unterstützung in Erwägung gezogen werden.

- Deutschland und Frankreich sind gegen jede Form der Renationalisierung der GAP durch eine Kofinanzierung der Betriebspromotionen.
- Schwerpunktaufgabe ist die Vereinfachung der GAP. Ohne die für die Legitimität der Direktzahlungen entscheidende Effizienz aufs Spiel zu setzen, sollte angesichts der Tatsache, dass Richtlinien und Standards in Regionen und Mitgliedstaaten auf unterschiedliche Art und Weise umgesetzt werden, ggf. eine weitere Vereinfachung des Cross-Compliance-Systems auf EU-Ebene vorgesehen werden, auch durch ein Augenmerk auf die Kernaktivitäten der Landwirte. Umweltzertifizierungssysteme sollten innerhalb des Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsysteins (InVeKoS) z. B. für Risikoanalysen von Agrarbetrieben geprüft und dann berücksichtigt werden. Die zukünftige GAP sollte auch das Thema der Kontrollen behandeln. Das politische Erfordernis des Schutzes der finanziellen Interessen der Steuerzahler wird nicht in Frage gestellt. Dennoch sollten die Kontrollen keine unnötige Belastung für die Landwirte darstellen.
- Das Europäische Landwirtschaftsmodell mit seinen hohen Standards, die die Forderungen der Verbraucher und der Gesellschaft (wie Qualität, Gesundheit, Umwelt- und Tierschutz) widerspiegeln, stellt einen wichtigen Bestandteil unseres Erbes dar, den es angesichts des Wettbewerbs im heutigen globalen Markt zu bewahren gilt. In diesem Zusammenhang erkennen wir die Notwendigkeit gleicher Chancen für Erzeuger aus der EU und aus Drittländern an. Alle importierten Produkte müssen EU-Standards erfüllen. In dieser Hinsicht bitten wir die Kommission, ein Paket von Instrumenten wie Fördermaßnahmen, effizientere Kontrollen und - dort wo angebracht - Kennzeichnung vorzuschlagen – mit dem Ziel eines ausgeglichenen und auf Gegenseitigkeit beruhenden Ansatzes bei den Handelsverhandlungen.

### *Vorschläge*

#### *Anangepasste Marktinstrumente: Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit der Europäischen Landwirtschaft*

- Die derzeitigen Marktinstrumente (z. B. Intervention, private Lagerhaltung) sollten Teil eines Sicherheitsnetzes sein, um den Agrarsektor vor den Auswirkungen schwerer Krisen innerhalb der EU zu schützen. Einige dieser Instrumente könnten noch verbessert werden, um sie wirksamer zu gestalten und zu vereinfachen. Ein sektorübergreifender „Krisenmechanismus“, basierend auf den bereits in der Gemeinsamen Marktorganisation bestehenden Maßnahmen, wäre nützlich und könnte sich auf Markt- und Hygienethemen erstrecken.
- Angesichts zunehmender Preisvolatilität auf Agrarmärkten benötigen wir in einigen Sektoren mehr Transparenz und mehr Marktmacht für die landwirtschaftlichen Erzeuger. Europäische Instrumente zur Steigerung der Markttransparenz (z. B. Instrumente zur

Beobachtung von Lebensmittelpreisen und -volumina: Beobachtung der Preisbildung durch Kostenanalyse, Prozesse und Mehrwert gemäß geltendem Wettbewerbsrecht und unter Wahrung des Geschäftsgeheimnisses) könnten ohne zusätzlichen Verwaltungsaufwand verbessert werden. Zur Stärkung von Erzeugerorganisationen und Branchenverbände in den Mitgliedstaaten auf freiwilliger Basis sollte die Entwicklung von Instrumenten, darunter vor allem Standardverträge für die Agrar- und Nahrungsmittelwirtschaft gemäß den Regeln des Binnenmarktes, geprüft werden, die zu einem fairen Gleichgewicht der Partnern in der Wertschöpfungskette beitragen können. Wie in den anderen Wirtschaftsbereichen sollten sie dort, wo es sinnvoll ist, befähigt sein, ihr Angebot zu anzupassen und Indikatoren über Markttrends, darunter auch Preise, zu veröffentlichen.

- Instrumente wie Versicherungsfonds und Risikofonds auf Gegenseitigkeit zur Einkommensstabilisierung der Landwirte sollten untersucht und für Mitgliedstaaten auf freiwilliger Basis innerhalb der nationalen Höchstgrenzen ermöglicht werden. Dabei müssen die WTO-Regeln eingehalten werden. Die Instrumente dürfen nicht zu Verzerrungen auf EU-Ebene führen.

### *Legitimere Direktzahlungen*

- Direktzahlungen entlohen Landwirte für öffentliche Güter, die am Markt nicht honoriert werden, decken Produktionskosten, die durch von der Gesellschaft geforderte höhere Produktionsstandards entstehen, leisten einen Beitrag zu den Einkommen der Landwirte und sind grundlegender Bestandteil des Sicherheitsnetzes zur Risikoverringerung für die europäische Landwirtschaft. Entkoppelte Zahlungen müssen in jedem künftigen System weiterhin eine zentrale Rolle spielen. Deutschland und Frankreich nehmen die Diskussion über die Mittelumverteilung zwischen Mitgliedstaaten hinsichtlich einer gerechten und angemessenen Mittelzuteilung zur Kenntnis. In diesem Zusammenhang muss betont werden, dass ein EU-weiter Pauschalbetrag („flat-rate“) nicht gerechtfertigt ist und der wirtschaftlichen Situation innerhalb der EU nicht entspricht. Diese Debatte muss die Tragfähigkeit der Finanzen der Mitgliedstaaten im EU-Haushalt auf der Grundlage des derzeitigen Verteilungsschlüssels berücksichtigen.
- Die Mitgliedstaaten sollten weiterhin die Möglichkeit haben, auf freiwilliger Basis und innerhalb nationaler Höchstgrenzen ein „Flexibilitätsfenster“ für besondere bedürftige Bereiche (wie nachhaltige Entwicklung) zu behalten, vorausgesetzt, dass dieses zu keinen Verzerrungen im Binnenmarkt führt und unsere Verpflichtungen gegenüber der WTO eingehalten werden. In diesem Sinne sollte auch eine Flexibilität für die Verteilung der Direktzahlungen innerhalb eines Mitgliedstaates möglich sein.

## *Eine wirksamere und nachhaltigere Entwicklung des ländlichen Raums*

- Ein integrierter Ansatz für ländliche Räume, einschließlich Maßnahmen zur Diversifizierung der ländlichen Wirtschaft, zur Lebensqualität im ländlichen Raum oder zu sektorübergreifenden Politikansätzen, hat sich bewährt und sollte als Teil der zukünftigen GAP beibehalten werden. Eine Vereinfachung und engere Koordinierung der Entwicklung des ländlichen Raums und der Strukturfonds ist dennoch von Nutzen (Programmplanung, Durchführung, Harmonisierung einiger Regelungen). Den Mitgliedstaaten sollte bei der Durchführung der Fördermaßnahmen mehr Flexibilität zugestanden werden, und es sollte ihnen ermöglicht werden, eigene Prioritäten zu setzen und Lösungen auf spezifische Betriebe und Regionen zuzuschneiden. Über die Agrarumweltmaßnahmen hinaus ist neuen Herausforderungen bei der Entwicklung des ländlichen Raums in besonderem Maße Rechnung zu tragen. Diese umfassen den Klimawandel, Biodiversität und Wassermanagement, aber auch die Wettbewerbsfähigkeit von Betrieben und – weitergefasst – ebenfalls die mit Nahrungsmitteln oder mit nicht zur Ernährung bestimmten landwirtschaftlichen Erzeugnissen befasste Wirtschaft. Innovationen und eine Steigerung der Wertschöpfung werden sich für den gesamten Sektor als unerlässliche Bedingung erweisen.

## *Gesunde und qualitativ hochwertige Nahrungsmittel*

- Die Qualität unserer Nahrung hängt größtenteils von unserem landwirtschaftlichen Produktionssystem ab. In dieser Hinsicht ist die GAP zum Teil für das verantwortlich, was auf unsere Teller kommt. Daher appellieren wir an die Kommission, auf der Grundlage der Erfahrungen von Mitgliedstaaten Verbindungen zwischen Landwirtschafts- und Lebensmittelpolitik herzustellen.

In Anbetracht sowohl unserer ähnlichen Vorstellungen als auch unserer jeweiligen Besonderheiten versteht sich die gemeinsame Position Deutschlands und Frankreichs als Beitrag zu der in Europa geführten Debatte. Dieser Beitrag fügt sich in die unter wechselndem Vorsitz im Rat geführten Diskussionen ein, ergänzt die aktuellen Beiträge des Europäischen Parlaments und steht im Zeichen des Aufrufs der Kommission, die Debatte über die zukünftige GAP zu bereichern. Es ist unsere gemeinsame Überzeugung, dass unser Dialog dazu beitragen kann, Lösungen für die zahlreichen komplexen Probleme zu erarbeiten, die wir auf gesamteuropäischer Ebene antreffen.

In dieser Hinsicht wird die Zusammenarbeit im Agrarsektor im Einklang mit der Deutsch-Französischen Agenda 2020 insbesondere durch folgende Maßnahmen verstärkt werden:

- Entwurf einer marktorientierten, multifunktionalen und nachhaltigen Landwirtschaft in der EU;
- Ausbau der Ausfuhr von Nahrungsmittelerzeugnissen in aufstrebende Märkte in Drittländern durch Aufbau einer intensiven Zusammenarbeit zwischen den Wirtschaftsakteuren;
- Verstärkung der Zusammenarbeit auf EU-Ebene bei Fragen im Zusammenhang mit sanitären und phytosanitären Themen (SPS), um so einen gemeinsamen deutsch-französischen Standpunkt zur Bewertung von Gesundheitsrisiken zu erarbeiten;
- Entwicklung von Lösungen für die neuen Herausforderungen Klimawandel, Wassermanagement und Biodiversität.



14.09.2010

*Franco German position for a  
strong Common Agricultural Policy beyond 2013*

*- New challenges and expectations for food, biomass and environment -*

Agriculture is at the heart of the challenges our society faces: it feeds human beings, provides renewable raw materials, protects the environment, creates jobs and maintains the viability of the various regions of the EU (“multifunctional agriculture”). It is a strategic activity that takes fully part in the strategy “Europe 2020”. EU citizens and consumers expect that the European agricultural policy ensures a sustainable agriculture that can provide them with wholesome and quality food and biomass.

The original objectives of the Common Agricultural Policy (CAP) mentioned in the Treaty are still valid today. However, new challenges lead to an even wider vision of the CAP:

- The future policy should be adapted to the new global environment: increasing food and biomass demand; new competitors; volatility of prices as a result of globalization; increased sanitary risks; climate change; biodiversity; water management and nature protection.
- The future policy should better address the needs and demands of European citizens: food security and safety; quality and diversity of European agriculture; affordable food prices; protection of the natural environment and of animal welfare; active rural areas and innovation.

To achieve these goals, farmers have made and still make a lot of efforts to adapt their way of producing for the market and new societal demands. In order to be able to further invest and develop Europe’s agricultural potential, they need tools and policies at the European level to stabilize their income, to improve competitiveness and innovation capacity, to achieve fair relations between the partners along the value chain and to secure a fair level playing field with third country competitors.

*Key principles for a strong Common Agricultural Policy for Europe beyond 2013*

- The course mapped out by the successive agricultural reforms confirmed by the health check in 2008 must be continued. The course that has been chosen is aimed at strengthening the market orientation of the CAP and increasing the competitiveness and sustainability of the agricultural sector in the global context of the strategy EU 2020. However, recent years have shown that an adapted regulatory framework (i. a. direct payments for farmers, up-to-date market instruments functioning as a safety net, producer organisations) is needed to buffer devastating effects of growing price volatility and market crises.
- The European Union needs a strong CAP beyond the year 2013. There must be resources for action commensurate with our ambitions. Agriculture needs stability and visibility. A final decision on all questions relating to finances will be made when decisions are made on all policies and the entire EU financial framework.
- The two-pillar model for the CAP shall be retained to face the future challenges. Any changes of the current shape of the two-pillar model to improve the legitimacy of the CAP in the society (“greening”) must have clear advantages for farmers, rural areas and environment. It should not have any financial disadvantages for Member States and farmers. However, we encourage simplification and modernisation:
  - The repartition between the two pillars must be transparent and reliable. With a clear-cut and reliable financial base for both pillars of the CAP there is no need for any kind of annual reallocation of funds.
  - Existing instruments can be further developed in order to better address new challenges and objectives, such as the environment and the maintenance of agricultural activity, taking very carefully into account the financial implications for each Member State. The policy for mountains and less favoured areas is essential. Its political sensitivity requires extreme caution whenever changes to the present support are considered.

- France and Germany oppose any renationalisation of the CAP through the co-financing of single farm payments.
- Simplification of the CAP shall be a priority task. Without jeopardizing its efficiency, which is crucial for the legitimacy of direct payments, in view of regional and Member States' specific implementations of directives and standards further streamlining of the system of cross-compliance at the EU-level should be envisaged as far as appropriate, and by focusing on measures relevant to the core agricultural activity of farmers. Environmental certification systems should be examined within the integrated administrative and control system (IACS) e.g for the risk analyses of farms and then taken into account. The future CAP should also address the issue of controls. Without putting in question the political requirement of protecting the financial interests of taxpayers, they should not impose unnecessary burden on farmers.
- The European agricultural model, with its high standards reflecting consumers' demands and societal concerns (such as quality, health, environment and animal welfare), is a major part of our heritage to be preserved in the light of competitiveness in today's global market. In this context we acknowledge the need for a fair level playing field between the EU and third country producers. EU standards must be met by all imported products. In this regard, the Commission is invited with the objective of a balanced and reciprocal approach in trade negotiations to propose a set of renewed instruments, such as promotion tools, more efficient controls and – where appropriate – labelling.

### Proposals

#### Adapted market instruments to strengthen the competitiveness of European agriculture

- The current market instruments (e. g. intervention, private storage) should be part of a safety net to protect the agricultural sector against the effects of major crises in the EU. Some of them could still be improved in order to become more effective in their application, and more simplified. A cross sectoral "exceptional measures clause" based on the measures already existing in the single market organization, would be useful and could cover and distinguish market and sanitary issues.
- Taking into account increasing price volatility on agricultural markets, in some sectors we need more transparency and more market power for the producer. European instruments to increase market transparency (e.g. as to food price and volumes monitoring tools: monitoring of price formation by analysing costs, processes and added value in compliance with competition law and the protection of commercial secrecy) could be improved without additional administrative burden. In order to strengthen producer organisations and interbranch organisations in Member States on a voluntary basis, the development of instruments, among them sets of standard contracts for the agro-food sector in compliance with single market rules are very important points, should be examined so that they can help to establish a fair balance between partners in the chain of added value. As in the other economic sectors they should be allowed, where it makes sense, to manage supply and to publish indicators on market trends, including prices.

- Instruments such as insurance and mutual funds in view of stabilizing farmer's income should be investigated and should be kept on a voluntary basis for Member States within the national ceilings. They have to respect WTO-rules and should not harm a common level playing field at the EU-level.

### More legitimate direct payments

- Direct payments provide remuneration for public goods that are not rewarded by the market, cover production cost caused by higher production standards desired by society and they contribute to the income of farmers and are an essential part of the risk reducing safety net for European agriculture. Decoupled payments have to remain central in any future system. France and Germany acknowledge the discussion on re-distribution of amounts between Member States in terms of fair and adequate allocation of financial funds. In this context, it has to be stressed that an EU-wide flat rate is not justified and does not comply with the economic situation in the EU. This debate must take into account the sustainability of member states financial position in the EU budget based on the current distribution key.
- Member States should retain the possibility of keeping, on a voluntary basis and within national ceilings, an "envelope of flexibility" dedicated to specific needs (such as sustainable development), provided it does not create distortions in the internal market and respecting our WTO commitments. In the same spirit, flexibility of the distribution of direct payments within a Member State should be possible.

### A more efficient and sustainable rural development

- An integrated approach of rural areas, including measures for diversification of the rural economy, quality of life in rural areas or cross-sectoral policy approaches, has proved its relevance and should be kept as part of the future CAP. Simplification and a closer coordination between rural development and structural funds are nevertheless useful (programmation, implementation, harmonization of some management rules). Member States should be granted more flexibility in the implementation of support and be allowed to set their own priorities and solutions tailored to specific farms and regions. Beyond agri-environmental measures, rural development must pay special attention to new challenges. They include climate change, biodiversity and water management but also competitiveness of farms and more largely the industry linked to agricultural food or non-food products. Innovation and increasing of added value will be an imperative for the sector as a whole.

### Wholesome and quality food for all

- The quality of our food depends to a great extent on our agricultural production system. In this regard, the CAP is partly responsible for what we have on our plates. Therefore, we invite the Commission, on the basis of Member States experiences, to develop links between agriculture and food policies.

Based on our convergences as well as our respective specificities, the common position of France and Germany is conceived as a contribution to the European debate,

along with the discussions held in the Council under several presidencies and the recent contributions of the European Parliament and in the spirit of the Commission invitation to feed the debate on the future CAP. Our shared conviction is that our dialogue can help to work out solutions for the many complex issues we face at the wider European level.

In this respect, the cooperation in the agricultural sector will be intensified in line with the Franco German Agenda 2020, notably by:

- issuing a market oriented, multifunctional and sustainable agricultural sector in the EU;
- developing exports to third countries emerging markets of food products by building up a strong cooperation between economic operators;
- promoting the cooperation on SPS issues at EU-level to build up a common Franco German view on sanitary risk evaluation;
- developing solutions for the new challenges of climate change, water resource management and biodiversity.